



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Procédure formalisée au sens des articles L. 2123-1 et suivants, R.2123-1, et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique, passé sous la forme d'un accord-cadre à prix mixtes.

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

ACHAT D'UN SYSTEME ENSACHAGE ALIMENTATION PAR CONVOYEUR A BANDE POUR LA RESTAURATION DU CROUS DE BRETAGNE

Référence : MF-2025-056

Accord-cadre d'un (1) an reconductible

Reconductible 1 fois de manière tacite

CROUS DE RENNES-BRETAGNE
Direction de la Commande publique
7 Place Hoche - CS 26428
35064 RENNES CEDEX
N° SIRET : 183500032 00010

Table des matières

ARTICLE 1 - ACHETEUR	5
ARTICLE 2 - REPRÉSENTATION DES PARTIES	5
ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
3.1 – Objet de l'accord-cadre	5
3.2 – Durée et délais d'exécution	5
3.1.1 Durée de l'accord-cadre	5
3.1.2 Délais d'exécution	6
3.1.3 Prolongation des délais d'exécution	6
3.1.4 Période de garantie	6
3.1.4 Maintenance	6
3.3 – Décomposition en tranches et lots	7
3.4 – Forme et montant de l'accord-cadre	7
3.5 – Sous-traitance	7
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	9
5.1 – Délai de livraison et d'installation	9
5.2 – Conditions de livraison	9
5.3 – Installation et mise en fonctionnement	10
5.4 – Formation et documentation	10
5.4.1 – Formation du personnel	10
5.4.2 – Documentation	10
ARTICLE 6 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	10
6.1 – Obligation de confidentialité et protection des données	10
6.2 – Obligation de sécurité	11
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES	11
7.1 – La « représentation du titulaire »	11
7.2 – Les ordres de service	11
7.3 – Les bons de commande	12
7.4 – Les bons de livraison	12
7.5 – Les factures	12
7.6 – Dispositif de vigilance (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail)	13
ARTICLE 8 – PRIX ET VARIATION DES PRIX	13
8.1 – Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre	13
8.2 – Contenu des prix	13
8.3 – Variation des prix	13

ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS	14
9.1 – Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	14
9.2 – Régime des résultats	14
ARTICLE 10 – PAIEMENT	15
10.1 – Délais de paiement	15
10.2 – Intérêts moratoires	15
10.3 – Comptable assignataire	15
10.4 – Dispositions particulières pour le paiement des cotraitants	15
10.5 – Retenue de garantie et avance	16
10.6 – Cession ou nantissement des créances	16
ARTICLE 11 – LIVRAISON	16
11.1 – Délai de livraison	16
11.2 – Lieu de livraison	17
ARTICLE 12 – OPERATIONS DE VERIFICATION	17
12.1 – Vérification qualitative non conforme	17
12.2 – Vérification quantitative non conforme	17
ARTICLE 13 – EXCLUSION	17
ARTICLE 14 – PENALITES	18
14.1 – Régime d'application des pénalités	18
14.2 – Pénalité pour retard dans la livraison	18
ARTICLE 15 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	18
15.1 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire	18
15.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général	19
ARTICLE 16 – DISPOSITIONS LIÉES AU RGPD	19
ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
17.1 – Obligations administratives	19
17.2 – Assurances	20
17.3 – Langue	20
17.4 – Autres obligations	20
17.4.1 Devoir de conseil	20
17.4.2 Obligation générale de confidentialité	21
ARTICLE 18 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	21
ARTICLE 19 – DIFFERENDS	21
ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER	22
ARTICLE 21 – LITIGES	22
ARTICLE 22 – COORDONNEES	23

22.1 – Coordonnées du service de la commande publique.....	23
22.2 – Coordonnées du service restauration	23
ARTICLE 23 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	23
23.1 – Traitement des données à caractère personnel des candidats	23
23.2 – Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel	24
ARTICLE 24 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Rennes-Bretagne (ci-après « Le CROUS »), établissement public à caractère administratif (EPA), dont le siège social est situé, 7 Place Hoche, CS 26428 – 35064 RENNES Cedex, identifié sous le numéro de SIRET 18350003200010, représenté par Madame Blandine Lucas, Directrice Générale par intérim.

ARTICLE 2 - REPRÉSENTATION DES PARTIES

Un accord-cadre est un contrat conclu entre un acheteur et un titulaire :

- L'acheteur est le CROUS (personne morale de droit public)
- Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur.

La personne représentant l'acheteur est le représentant légal de la personne morale publique, Madame Blandine Lucas, Directrice Générale par intérim. Il pourra désigner une ou plusieurs personnes pour le représenter pour l'exécution du marché.

De même, le titulaire de l'accord-cadre doit désigner une ou plusieurs personnes ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'acheteur pour l'exécution de celui-ci (coordonnées portées dans le mémoire technique).

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 – Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture, la livraison et l'installation d'un système ensachage alimentation par convoyeur à bande pour la restauration du CROUS de Bretagne.

L'accord-cadre comprend des prestations dues au titre de la partie forfaitaire et des prestations à prix unitaires.

3.2 – Durée et délais d'exécution

3.1.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit une (1) fois pour une durée de douze (12) mois.

L'accord-cadre est reconductible tacitement, sauf dénonciation expresse par le CROUS Bretagne, notifiée au titulaire au moins trois (3) mois avant la date d'expiration de la période en cours d'exécution.

La durée globale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne peut dépasser vingt-quatre (24) mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas s'y opposer. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le CROUS Bretagne pourra émettre, pour les prestations visées par le bordereau des prix unitaires (BPU), des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que leur exécution ne puisse excéder un délai de six (6) mois après l'expiration de celui-ci.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre et dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

3.1.2 Délais d'exécution

- Pour la partie à prix global et forfaitaire :

Les prestations visées par la partie à prix global et forfaitaire, devront être livrées dans un délai de 12 semaines ouvrées à compter de la notification de l'ordre de service commandant la livraison des fournitures.

- Pour la partie à prix unitaires :

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande sont fixés dans chaque bon de commande par le pouvoir adjudicateur, sur la base du devis préalable fourni par le titulaire, dans le respect des délais fixés dans Cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Les délais d'exécution de chaque bon de commande commencent à courir à compter de la date de notification dudit bon, sauf mention contraire stipulée dans le bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus, il doit informer sans délai par courrier électronique, télécopie ou téléphone le service émetteur du bon de commande. Cette information doit être communiquée le jour même avant 16h00 pour toute commande passée avant 12h00, ou le lendemain avant 12h00 pour toute commande passée la veille après 12h00.

La rupture de l'exécution des prestations pour des raisons autres que la force majeure entraîne l'applicabilité des pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.

3.1.3 Prolongation des délais d'exécution

La prolongation éventuelle des délais d'exécution sera réalisée conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

3.1.4 Période de garantie

La période de garantie légale démarre à compter de la décision d'admission des fournitures prévue à l'article 4.7 du CCTP.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, ainsi que les frais de port.

3.1.4 Maintenance

Pour les prestations de maintenance comprises dans l'offre du candidat, elles prennent effet à compter de la date de livraison et d'installation des matériels.

3.3 – Décomposition en tranches et lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

Lot	Nomenclature communautaire	Intitulé du Lot
1	39221000-7 : Equipement de cuisine 39314000-6 : Equipement de cuisine industrielle 39315000-3 : Equipement de restaurant 39310000-8 : Equipement de restauration 39220000-0 : Equipement de cuisine, article de maison, articles ménagers et fournitures de restauration	Système d'ensachage alimentation par convoyeur à bande

3.4 – Forme et montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre comprend une partie à prix forfaitaire qui correspond à la livraison des fournitures, et une partie à prix unitaires en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 al.2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2123-14 du Code de la commande publique portant sur des prestations exceptionnelles.

L'accord-cadre comporte une partie à prix global et forfaitaire et une partie à prix unitaires.

- Pour la partie à prix global et forfaitaire :

Le prix global et forfaitaire est détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'annexe financière.

- Pour la partie à prix unitaires :

La partie à prix unitaires a pour objet la réalisation de prestations exceptionnelles. Les prix unitaires sont fixés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) de l'annexe financière.

Les bons de commande seront notifiés par le CROUS Bretagne au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est mono-attributaire et est conclu avec le maximum en valeur suivant :

- 20,000 € HT périodes de reconduction comprises.

3.5 – Sous-traitance

Le présent accord-cadre respecte les prescriptions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours d'accord-cadre selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait foi ;
 - o La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - o Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) ;
- Les normes législatives et réglementaires en vigueur ;
- L'offre technique du titulaire.

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Délai de livraison et d'installation

Le Titulaire est engagé sur la base de la proposition faite dans l'acte d'engagement, exprimée en jours ouvrés.

La durée maximale pour la livraison des matériels est de 3 mois calendaire. Il est précisé que si le titulaire choisit d'optimiser ce délai de livraison dans sa proposition, celui-ci deviendra contractuel. Les pénalités de retard s'appliquent dès que le délai contractuel est dépassé.

Sous réserve de la mise à disposition des locaux par la personne publique, la livraison interviendra donc dans le délai maximal fixé dans l'annexe 1B à l'ATTRI1 par le candidat.

En cas de retard imputable à la personne publique, la prolongation du délai d'exécution est de droit pour le titulaire.

Le point de départ du délai de livraison est la date de réception du bon de commande par le titulaire. Cette date de réception du bon de commande est, notamment, le cas échéant, celle indiquée sur l'accusé de réception du mail ou de la télécopie émise par le service passant la commande.

Tout retard dû à une carence du fournisseur devra être justifié par écrit au service émetteur du bon de commande. En l'absence de justificatif, des pénalités de retard pourront être appliquées conformément à l'article 14 du présent CCAP.

5.2 – Conditions de livraison

L'ensemble des équipements seront livrés à l'adresse suivante :

Unité Centrale de Production Alimentaire de l'Etoile

39 Avenue du Professeur Charles Foulon

35700 Rennes - Beaulieu

La livraison sera franco de port et d'emballage.

En cas d'erreur de lieux de livraison, les colis seront réacheminés par le fournisseur, à ses frais par les moyens de son choix à la bonne adresse.

Le titulaire devra prévoir le déchargement du centre d'usinage. Les moyens de levage et de transport sont à sa charge et aucun appareil de manutention de l'établissement ne lui sera alloué.

La livraison comprendra l'assemblage et l'installation des équipements sans supplément de prix pour CROUS Bretagne.

Les équipements livrés devront être conformes aux engagements du titulaire et aux besoins exprimés par le CROUS Bretagne.

La livraison doit être effectuée par le titulaire impérativement aux heures d'ouverture et au(x) lieu(x) indiqué(s) sur le bon de commande.

Les produits doivent être accompagnés d'un bon de livraison, conformément à la commande, qui indique :

- l'identification du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence au marché et à la commande,
- la quantité livrée,
- le destinataire des produits.

Ce bon de livraison devra être impérativement signé par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité et comporter le cachet du service qui a passé commande. Par dérogation à l'article 20 du CCAG / FCS, les risques afférents au transport et à la livraison des fournitures sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination. Toute livraison égarée du fait du non-respect

du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

5.3 – Installation et mise en fonctionnement

L'installation et la mise en ordre de marche devront intervenir dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la livraison.

Le titulaire devra prévoir, l'installation et le réglage d'aplomb de cette machine dans l'atelier.

Le titulaire devra prévoir tous les raccordements nécessaires au bon fonctionnement de la ligne de production. Les différentes pièces nécessaires à ces raccordements seront incluses dans sa prestation.

En présence d'un représentant du CROUS Bretagne, le titulaire procédera aux réglages et essais de l'appareil.

5.4 – Formation et documentation

5.4.1 – Formation du personnel

Un plan de formation sur site des agents du CROUS Bretagne à l'utilisation de l'équipement sera mis en place selon les dispositions établies par le titulaire de l'accord-cadre à l'appui de son offre.

Les modalités sont précisées dans le CCTP.

5.4.2 – Documentation

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, sans supplément de prix la documentation précisée à l'article 4.5 du CCTP, rédigées en langue française, nécessaires à une utilisation et un fonctionnement correct des équipements livrés et à son entretien courant (maintenance de premier niveau).

La documentation est attendue sous format numérique accompagnée d'un tirage papier.

ARTICLE 6 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

En vertu de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai

6.1 – Obligation de confidentialité et protection des données

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, le titulaire s'engage, pour toutes les données à caractère personnel auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre (notamment noms et coordonnées des agents du CROUS en charge du suivi opérationnel et administratif de l'accord-cadre), à :

- Utiliser ces données uniquement dans le cadre de cet accord-cadre et pour la bonne exécution de celui-ci conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences dudit règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- Fournir, sur simple demande du délégué à la protection des données (DPO) du CROUS, tous documents justifiant des mesures techniques et organisationnelles prises dans ce cadre ;
- Informer le DPO du CROUS de toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 36 heures après en avoir pris connaissance ;
- Répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement ...) ;
- Détruire toutes les données à caractère personnel, aux termes de l'accord-cadre.

L'ensemble de ces obligations s'appliqueront aux éventuels sous-traitants du Titulaire. Le Titulaire est responsable des activités et des agissements de ses sous-traitants.

6.2 – Obligation de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

7.1 – La « représentation du titulaire »

Le titulaire doit désigner dès la notification de l'accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CROUS de Bretagne pour l'exécution de celui-ci. Le titulaire s'engage à fournir une adresse e-mail valide sur laquelle les commandes pourront être transmises. Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au CROUS, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux changements intervenant dans le cadre de fusion, délocalisation, découpages géographiques.
- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société.
- A la forme juridique.
- A l'adresse de son siège social.
- Au compte à créditer (un RIB devra impérativement être adressé à la Direction de la commande publique du CROUS de Bretagne).

7.2 – Les ordre de service

Le CROUS Bretagne est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du Titulaire. Les ordres de services doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés au Titulaire dans un délai de 4 (quatre) jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-FCS.

7.3 – Les bons de commande

Les bons de commande seront émis par le CROUS de Bretagne au fur et à mesure des besoins par des établissements du CROUS. Les commandes faites à l'aide d'un bon de commande numéroté comporteront :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro de client ;
- La référence de la fourniture ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix ;
- Le lieu, la date et la fourchette horaire de livraison.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier par écrit au signataire du bon de commande concerné.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

7.4 – Les bons de livraison

La fourniture est livrée accompagnée impérativement d'un bon de livraison (si le livreur a besoin d'un exemplaire, le TITULAIRE devra le prévoir en supplément) sur lequel seront obligatoirement précisés :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse,
- La date d'expédition,
- La date exacte du jour de la livraison,
- La date et la référence du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- Les caractéristiques essentielles de la fourniture livrée (qualité, marque, référence) par rapport aux dispositions du présent cahier des clauses particulières,
- Les quantités livrées, en précisant l'unité de conditionnement, le nombre de conditionnement (colis...) ainsi que les dates de conditionnement et l'unité de facturation,
- Les prix unitaires et totaux, hors T.V.A. d'une part, et T.V.A. incluse d'autre part.

L'original du bon de livraison est destiné à l'Administration, la copie visée par le représentant de l'établissement, est remise au titulaire du marché ou à son représentant.

7.5 – Les factures

Les factures sont établies, en un exemplaire, en euros avec deux décimales et conformes aux bons de commande correspondants. Elles comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date et le numéro de la facture ;
- Le numéro du marché ;
- L'identité du titulaire : dénomination sociale, adresse du siège social, adresse de facturation (si différente), numéro de SIREN ou SIRET, code NAF, forme juridique et capital social (pour les sociétés), numéro RCS et ville du greffe d'immatriculation (pour les artisans), le numéro d'identification à la TVA ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Les coordonnées de l'acheteur : dénomination sociale ; adresse du lieu d'exécution, adresse de facturation si différente ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation et le décompte des fournitures ;
- Le prix unitaire et montant hors TVA de la fourniture livrée,

- Le taux et le montant de la T.V.A. et des taxes parafiscales éventuellement (calculs exacts),
- Le montant total T.V.A incluse (calculs exacts). Les erreurs de facturation quelles qu'elles soient font l'objet d'avoir.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait, réserve faite du cas des avances. Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-gouv.fr>

Le non-respect du formalisme ouvre une faculté pour le CROUS de rejeter la demande de paiement, après information du titulaire et demande de régularisation restée sans effet.

7.6 – Dispositif de vigilance (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus devront être transmises par le Titulaire au pouvoir adjudicateur par voie postale ou par mail sans relance particulière.

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 8 – PRIX ET VARIATION DES PRIX

8.1 – Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 11.3 du présent CCP.

8.2 – Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.3 – Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de celui-ci.

Par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P(n)=P(o) [0.15+0.85 \times I(n) / I(o)]$$

P(n) = prix révisé.

P(o) = prix initial du mois de remise des offres.

I = Indice du coût du travail – Coût horaire – Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N)
– Base 100 en 2020.

I(n) = valeur de référence de l'indice du trimestre de la demande de révision.

I(o) = valeur de référence de l'indice du trimestre de remise de l'offre.

La périodicité de la révision est définie comme suit : périodicité annuelle.

La révision des prix de l'accord-cadre est établie par le titulaire. Celui-ci s'engage à notifier au CROUS son projet de révision dans un délai d'un (1) mois à compter de la date anniversaire de révision des prix. A compter de la date de réception du projet de révision, le CROUS dispose de quinze (15) jours calendaires pour l'accepter ou le refuser.

En cas de refus de la part du CROUS, les parties se réunissent dans un délai d'un (1) mois afin d'établir conjointement la révision des prix. A l'issue du délai de quinze (15) jours calendaires, le silence de l'administration vaut acceptation des prix révisés.

Le coefficient est appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : Journal Officiel (<http://www.legifrance.gouv.fr>) et sur le site de la Banque de Données Macroéconomiques de l'INSEE (<http://www.bdm.insee.fr>).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS

En complément des éléments indiqués ci-dessous, le titulaire cède l'ensemble des droits d'exploitation attachés aux résultats de ses prestations soit l'ensemble des livrables deviennent des documents librement diffusables par le CROUS de Bretagne. Le titulaire quant à lui ne pourra pas les diffuser sans accord préalable du CROUS de Bretagne.

9.1 – Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

9.2 – Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre ;

- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre ;
- Le titulaire de chaque marché subséquent ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation et applicables au marché subséquent.

ARTICLE 10 – PAIEMENT

10.1 – Délais de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement court à compter du jour de la décision d'admission des prestations, faisant suite aux opérations de vérification constatant la conformité des prestations aux stipulations contractuelles. **Si la date de réception de la demande de paiement ne coïncide pas avec la date de réception des prestations, le délai de paiement court à compter de la deuxième de ces deux dates.**

Tout retard de paiement ouvre droit pour le titulaire au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

10.2 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 dudit code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

10.3 – Comptable assignataire

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable du Crous de BRETAGNE, 7 Place Hoche, CS 26428, 35064 RENNES cedex.

10.4 – Dispositions particulières pour le paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent suivant les stipulations de l'article 12.1 du CCAG FCS.

10.5 – Retenue de garantie et avance

Il n'y a pas de retenue de garantie possible.

Une avance pourra être versée dans les conditions des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

Le CROUS de Rennes-Bretagne fait obligation au titulaire de justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence du montant de l'avance versée, dans les termes de l'article R. 2197-7 du Code de la commande publique.

10.6 – Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-59 du Code de la commande publique.

La personne chargée de fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à R.2191-62 du Code de la commande publique est la Directrice Générale par intérim du CROUS de Rennes-Bretagne, Madame LUCAS.

Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Rennes-Bretagne.

ARTICLE 11 – LIVRAISON

Les livraisons seront effectuées aux frais et risques du titulaire.

Elles doivent être conformes aux bons de commandes. Elles sont effectuées dans les établissements en présence d'un représentant du directeur de ce dernier, faute de quoi la livraison ne sera pas considérée comme effective et ne sera pas constitutive de droits.

Les livraisons doivent être accompagnées d'un bon indiquant *a minima* : identification marché et titulaire, date de livraison, articles et quantités livrés. Ce dernier devra être visé par le responsable du service/site livré ou de son représentant.

En cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil, la personne chargée de la livraison préviendra immédiatement par téléphone l'Unité de Gestion à livrer.

Tous manquements répétés aux conditions de livraison définies entre les responsables des établissements et le titulaire, dûment signalés, seront considérés comme infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

11.1 – Délai de livraison

Le délai maximal de livraison est de 12 semaines ouvrées à compter de la notification du bon de commande.

En fonction des besoins, il se peut que le délai soit différent, auquel cas chaque bon de commande mentionnera expressément le délai maximal de livraison.

Le titulaire qui ne respecterait pas l'engagement contractuel en termes de délai se verra infliger la pénalité correspondante à l'article 14.2 du présent CCP.

11.2 – Lieu de livraison

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à être en capacité d'effectuer les livraisons sur le site suivant :

Unité Centrale de Production Alimentaire de l'Etoile
39 Avenue du Professeur Charles Foulon
35700 Rennes – Beaulieu

Les fournitures objet de chaque ordre de service et/ou bon de commande doivent être livrées aux points de livraison indiqués sur chacun de ceux-ci.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Par sa candidature à l'accord-cadre, le candidat devenu titulaire reconnaît être en capacité d'assurer l'ensemble des livraisons prévues sur tous les sites du CROUS, et cela dans le délai maximal de dix (10) jours sauf dispositions particulières prévues pour chaque bon de commande.

ARTICLE 12 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les deux vérifications, qualitatives et quantitatives, sont effectuées à l'instant et sur le lieu de la livraison par le directeur du site ou son représentant, qui peut se faire assister par tout spécialiste de son choix. L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant sur le bulletin de livraison.

12.1 – Vérification qualitative non conforme

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande passée dans les conditions prévues au présent cahier, le directeur du site ou son représentant peut :

- Soit la refuser, elle doit alors être immédiatement remplacée sur mise en demeure verbale du titulaire ou de son représentant.
À défaut de remplacement immédiat par le titulaire du marché, le remplacement est assuré par le représentant du pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire défaillant, chez d'autres fournisseurs.
- Soit l'accepter, avec réfaction du prix déterminée d'un commun accord.

Le défaut d'accord sur la réfaction entraîne le rejet de la fourniture.

12.2 – Vérification quantitative non conforme

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant peut mettre le titulaire en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison dans le délai maximum de 24 heures à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande ; passé ce délai des pénalités seront appliquées conformément à l'article 17.2 du présent CCP.

ARTICLE 13 – EXCLUSION

Le titulaire de l'accord-cadre qui refuserait l'exécution de cinq (5) bons de commande pourra se voir exclure de l'accord-cadre pour une durée de six (6) mois à compter de la notification de l'exclusion.

A l'expiration de la période d'exclusion, le titulaire se verra réintégrer à l'accord au même rang qu'initialement et jouira des mêmes droits et obligations.

Après une première exclusion, le titulaire de l'accord-cadre, qui viendrait à refuser l'exécution de trois (3) pourrait voir prononcer la résiliation de l'accord-cadre pour faute selon les dispositions prévues par l'article 18.1 du présent CCP.

ARTICLE 14 – PENALITES

14.1 – Régime d'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CROUS de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Les pénalités sont cumulables. Elles s'entendent nettes de taxe.

Les pénalités peuvent être retenues sur les paiements à verser au titulaire, ou faire l'objet d'une facturation.

14.2 – Pénalité pour retard dans la livraison

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, du simple fait de la constatation par l'acheteur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité journalière (jour ouvré) correspondant à un forfait de 250 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant hors-taxes de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

ARTICLE 15 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG FCS sont applicables à l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

15.1 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

15.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le titulaire a droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations déjà payées.

ARTICLE 16 – DISPOSITIONS LIÉES AU RGPD

Le titulaire ainsi que le pouvoir adjudicateur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 5.2 du CCAG FCS et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données, le titulaire s'engage, pour toutes les données à caractère personnel auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché (notamment noms et coordonnées des agents du CROUS en charge du suivi opérationnel et administratif de l'accord-cadre), à :

- Utiliser ces données uniquement dans le cadre de cet accord-cadre et pour la bonne exécution de celui-ci conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences dudit règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- Fournir, sur simple demande du délégué à la protection des données (DPO) du CROUS, tous documents justifiant des mesures techniques et organisationnelles prises dans ce cadre ;
- Informer le DPO du CROUS de toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 36 heures après en avoir pris connaissance ;
- Répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement ...) ;
- Détruire toutes les données à caractère personnel, au terme du marché.

L'ensemble de ces obligations s'appliqueront aux éventuels sous-traitants du titulaire. Le titulaire est responsable des activités et des agissements de ses sous-traitants.

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

17.1 – Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au CROUS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- aux personnes ayant qualité pour le représenter (suivi commercial, administratif, comptable)
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou siège social
- à son numéro SIRET

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au CROUS. Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications.

Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire est concerné, il remet au CROUS avant la notification et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.

b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.2 – Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire est en mesure de répondre des dommages matériels et/ou corporels causés par l'exécution de ses prestations à l'acheteur et aux tiers victimes, soit de son fait personnel ou du fait de ses préposés. Il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité et s'engage avant la notification du présent marché et ensuite sur simple demande écrite à remettre au CROUS une attestation de responsabilité civile en cours de validité précisant l'étendue et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.3 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

17.4 – Autres obligations

17.4.1 Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès de l'acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

A l'issue de la visite préalable au démarrage des prestations, ayant pour objet d'étudier les sujétions qui seraient afférentes à certaines prestations objet de certains bons de commande, le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux lieux d'exécution, aux matériaux, aux matériels, etc.

Dans ce cadre, le titulaire communique à l'acheteur toute information permettant de signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

17.4.2 Obligation générale de confidentialité

Les stipulations du CCAG FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG FCS, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

ARTICLE 18 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire doit mettre tout en œuvre afin de respecter les prescriptions environnementales telles que décrites selon la réglementation régissant son secteur d'activité et notamment, sans exhaustivité mais donnés à titre indicatif, les éléments suivants :

La composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique, les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ; les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ; les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ; la réduction des impacts sur la biodiversité ; la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

ARTICLE 19 – DIFFERENDS

Le CROUS et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, le CROUS et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends (CCRA) relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles L.2197-3 et R.2197-1 du Code de la commande publique.

En l'espèce, en cas de différend opposant l'acheteur et le titulaire, le CCRA compétent est le CCRA de Nantes :

CCIRA de Nantes
DREETS des Pays de la Loire
Immeuble Skyline
22 mail Pablo Picasso – BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
Téléphone : 06 60 48 98 89
Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N° du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumise aux modalités de l'article « Prix » du CCP.

Leur prise restera inchangée en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

ARTICLE 21 – LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte – CS 44416
35044 RENNES CEDEX
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Site internet « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

ARTICLE 22 – COORDONNEES

22.1 – Coordonnées du service de la commande publique

CROUS BRETAGNE, Direction de la commande publique
7 Place Hoche
CS 26428
35064 RENNES cedex
achat@crous-rennes.fr
Tél : 02. 99. 84. 31. 41

22.2 – Coordonnées du service restauration

Référent technique : Monsieur Marcos Martinez-Sanchez
CROUS BRETAGNE, Directeur UCPA/Coordinateur technique restauration
Allée Jean d'Alembert
35700 RENNES
marcos.martinez-sanchez@crous-rennes.fr
Tél : 02. 99. 84. 31. 04 / 06.98.77.41.85

ARTICLE 23 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

23.1 – Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offres et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à sylvie.cacaux@crous-rennes.fr.

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Bretagne, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

23.2 – Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

CCAP	CCAG – Fournitures Courantes et Services
Article 4	Article 4.1
Article 5.2	Article 20
Article 8.3	Article 10
Article 14.2	Article 14.1.1
	Article 14.1.2
	Article 14.1.3
Article 16	Article 5.2